

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

  
Ile-de-France

Cergy, le 03 FEV. 2009

Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche  
et de l'Environnement d'Ile de France  
Groupe de Subdivisions du Val d'Oise

203, Les Chênes Bruns – 95000 – CERGY

<http://www.ile-de-france.drire.gouv.fr>

Affaire suivie par :

Téléphone :


Le Directeur Régional de l'Industrie,  
de la Recherche et de l'Environnement

à

Monsieur le Préfet du Val d'Oise  
D.D.D.C.T.  
Bureau de l'Environnement

N/Réf. :  
Objet : Rapport de l'Inspection des Installations Classées  
Affaire : Société TINO METAUX – Demande de régularisation administrative  
Commune : MONTMORENCY

Veillez trouver, ci-joint, le rapport de l'Inspection des Installations Classées  
du 03 FEV. 2009 dont j'approuve l'analyse et les  
propositions.

Vérificateur	Approbateur
L'Inspecteur des Installations Classées, 	Pour le Directeur et par délégation, le Chef de Groupe de Subdivisions,



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE



Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche  
et de l'Environnement d'Ile de France  
Groupe de Subdivisions du Val d'Oise

203, Les Chênes Bruns - 95000 - CERGY

<http://www.ile-de-france.drire.gouv.fr>

Affaire suivie par

Téléphc

Cergy, le 03 FEV. 2009

N/Réf. :

GIDIC

Aff : AUT

Evt : RAPAUTO

Demande d'autorisation

Rapport proposant un arrêté préfectoral d'autorisation

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement  
Demande de régularisation administrative en date du 27 février 2008 de la Société  
TINO METAUX à MONTMORENCY  
Installation de récupération de déchets métalliques

**Réf. :** Transmission n° 004517 du 12 novembre 2008  
Transmission n° 004790 du 03 décembre 2008

**Etablissement /** TINO METAUX  
**Siège social :** 98 avenue de la Division Leclerc  
95160 MONTMORENCY

**P.J. :** Plan de localisation du site  
Projet d'arrêté préfectoral

Par transmission reçue le 14 novembre 2008, M. le Préfet du Val d'Oise a transmis à M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement le dossier de retour d'enquête publique concernant la demande visée en objet.

Ce rapport analyse le caractère acceptable de la demande.

Il propose de saisir le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques sur les suites administratives à réserver à l'instruction du dossier visé en objet.

**Présent  
pour  
l'avenir**

[www.developpement-durable.gouv.fr](http://www.developpement-durable.gouv.fr)



## D) CARACTERISATION DE LA DEMANDE AU VU DU DOSSIER

### I-1 – Installations classées et régime

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L 512-1 du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Alinéa	AS,A , D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Volume autorisé	Unités du volume autorisé
286	-	A	Métaux (Stockages et activités de récupération de déchets de) et d'alliages de résidus métalliques, d'objets en métal et carcasses des véhicules hors d'usage, etc.	Surface utilisée	>50	m <sup>2</sup>	500	m <sup>2</sup>
2560	-	NC	Travail mécanique des métaux	Puissance installée de l'ensemble des machines	>=50	kW	7,5	kW

- A (autorisation) ou S (Autorisation avec Servitudes d'utilité publique) ou D (déclaration), NC (non classé),
- Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

Au vu des éléments présentés dans le dossier, l'entreprise exerce une activité de récupération et stockage de déchets métalliques depuis janvier 2004, sans l'autorisation requise. Ce dossier est donc une régularisation administrative des activités de la Société TINO METAUX.

### I-2 – Description de l'établissement et historique administratif

La Société TINO METAUX est une SARL au capital de 8 000,00 €. Elle existe depuis janvier 2004. Le chiffre d'affaires 2007 s'élève à 1 350 k€. Elle compte 4 salariés, 1 personne administrative et 3 personnes en charge de l'exploitation.

L'établissement fonctionne du lundi au vendredi de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00, et le samedi de 8 h 00 à 12 h 00 principalement à l'intérieur du bâtiment.

Son activité est la réception, le tri, le stockage et l'expédition de métaux ferreux et non ferreux. Les déchets sont de vieux robinets, culasses, jantes, câbles électriques apportés par les particuliers et des métaux divers tels que plomb, cuivre, zinc, inox, laiton, aluminium...apportés par des professionnels ou récupérés directement sur site.

Sur le site de MONTMORENCY, les matériaux sont pesés, triés puis stockés exclusivement dans des bennes placées dans un entrepôt couvert de 500 m<sup>2</sup> entièrement bétonné. Une fois pleines, ces bennes sont évacuées vers des centres de valorisation (fonderies, grossistes de métaux).

La Société TINO METAUX est locataire du site d'exploitation. Aucun déchet métallique n'est stocké à l'extérieur de l'entrepôt. Aussi, les bureaux de la Société TINO METAUX se trouvent dans le bâtiment.

Le site possède une trentaine de bacs étanches. La Société TINO METAUX collecte également les batteries usagées dans 2 bacs étanches récupérés par un collecteur agréé SEPUR. En 2007, les quantités stockées de batteries représentaient 20 t, pour un volume annuel en 2007 de déchets métalliques, toutes catégories confondues de métaux de 455 t. Le volume mensuel stocké est estimé à 42 t.

Le site ne réceptionne pas de véhicules hors d'usage et ne compte pas en réceptionner.

Le matériel utilisé reste assez léger :

- un dénudeur, pour dénuder les gaines plastiques contenant des métaux ;
- deux ponts roulants pour déplacer les marchandises ;
- un petit camion ;
- un chariot élévateur.

### **I-3 – Description de l'environnement du projet**

Le site s'étend sur 500 m<sup>2</sup> couverts et entourés de murs de 7 m de hauteur. La Société TINO METAUX est située dans une zone UG de la commune de MONTMORENCY, en retrait de l'avenue de la Division Leclerc. La zone UG autorise, notamment, les constructions à usage d'habitation et leurs annexes, les bureaux, les établissements commerciaux et toutes activités (activités artisanales, services, bureaux...), à condition qu'ils ne portent pas atteinte à la salubrité, à la sécurité.

La Société TINO METAUX mentionne comme voisins proches :

- à l'ouest du site, une entreprise de plomberie (PLOMBECO) ;
- à l'est, des jardins et 2 habitations ;
- au nord, un jardin et des pavillons ;
- au sud, un jardin attenant à un lotissement d'habitations.

La route départementale RD 928 passe en bordure du site.

Les premières habitations sont situées à 10 m au nord et au sud du site d'exploitation.

La Société TINO METAUX ne se trouve pas dans un périmètre de protection d'un captage en eau potable.

La parcelle occupée par la Société TINO METAUX fait l'objet de servitudes telles que :

- des servitudes relatives aux traitements appropriés des eaux usées avant évacuation dans le réseau public d'assainissement ;
- des servitudes concernant la zone de protection du site d'Enghien ;
- des servitudes relatives aux transmissions radioélectriques concernant la protection contre les obstacles des centres d'émission et de réception exploités par l'Etat ;
- les bâtiments d'habitation doivent recevoir un isolement acoustique contre les bruits aux abords des voies de transports terrestres.

La commune de MONTMORENCY ne se trouve pas en zone inondable.

## **II) PRESENTATION ET ANALYSE DE L'IMPACT DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT**

### **II-1 - Intégration dans le paysage**

L'établissement est situé dans une zone d'habitations. Le site se compose d'un hangar couvert entouré d'un mur de 7 m de hauteur. L'intégralité des ferrailles est stockée sous hangar.

### **II-2 – Impact sur l'eau**

La consommation d'eau est très faible, la société n'utilisant pas d'eau de process.

Les eaux consommées par TINO METAUX proviennent du réseau d'eau potable de MONTMORENCY et représentaient, en 2007, un volume de 40 m<sup>3</sup>.

#### **Concernant les eaux usées**

Les eaux usées proviennent des sanitaires et lavabos. Ces eaux sont collectées et rejoignent le réseau d'eaux usées communal puis le réseau du SIAAP. Ces eaux sont ensuite acheminées vers la station d'épuration Seine Aval à ACHERES.

Il n'y a pas de rejet d'eaux industrielles.

### Concernant les eaux pluviales

Le site est entièrement imperméabilisé.

Les eaux pluviales non polluées provenant des toitures et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont rejetées sans être traitées dans le réseau d'eaux pluviales communal.

Le cours d'eau le plus proche du site est le lac d'ENGHIEN à 700 m de la société. La Seine est à 5 km.

L'activité de stockage de déchets métalliques ne nécessite pas l'utilisation d'eau.

Les batteries de voitures ne sont achetées que vidées de leur acide et entreposées dans deux bacs spéciaux étanches.

Le dossier précise qu'un séparateur d'hydrocarbures sera installé en amont du réseau urbain. Sa capacité de traitement est de 3 l/s et son volume est de 1 600 l.

### II-3 - Impact sur l'air et les odeurs

L'activité du site ne devrait pas générer d'incidence sur l'air d'après l'exploitant. En effet, l'activité de stockage et de récupération de déchets métalliques génère peu de poussières. Aucun problème d'odeur n'a été relevé jusqu'à présent. Le chauffage du hangar est électrique (4 convecteurs sont répartis dans les locaux).

### II-4 - Impact sur le bruit

La source de bruit principale est celle liée au chargement / déchargement des métaux dans le hangar. L'exploitant précise, dans son dossier, que les moteurs des véhicules sont arrêtés lors de ces opérations dans le hangar.

Une étude acoustique a été réalisée en 4 points autour du site, dont 2 points dans des zones à émergences réglementées (ZER). Les mesures ont montré que les niveaux sonores et les émergences calculées dans les ZER ne dépassent pas les seuils réglementaires. Les valeurs limites, en période diurne, sont de 70 dB pour les niveaux sonores et 5 dB pour les émergences.

L'établissement fonctionne du lundi au vendredi de 8 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 30 à 17 h 00, et le samedi de 8 h 00 à 12 h 00 principalement à l'intérieur du bâtiment.

### II-5 - Impact routier

L'exploitant estime le trafic lié à son activité à environ 60 mouvements par jour, véhicules légers et camions confondus. Ces mouvements représentent à peine 0,5 % du trafic de la route départementale RD928, route qui permet d'accéder au site de la Société TINO METAUX.

### II-6 - Impact sur les déchets

Les déchets générés par les activités de la Société TINO METAUX sont, d'après le demandeur :

- les DIB ;
- la ferraille et les non-ferreux ;
- les déchets de bureau ;
- le bois/papier/carton ;
- les déchets en faible quantité : batteries, huiles et hydrocarbures usagés ...

## **II-7 – Impact sur les sols et le sous-sol**

Le demandeur précise que le sol du hangar est bétonné et imperméable, d'où l'absence d'impact sur le sol et le sous-sol. Il faut rappeler que la Société TINO METAUX ne stocke que des ferrailles et, en aucun cas, des véhicules hors d'usage qui pourraient être à l'origine d'une pollution des sols.

Le demandeur a, par ailleurs, prévu d'installer un déshuileur/débourbeur afin de traiter les eaux pluviales de voiries.

## **II-8 - Impact sur la santé**

L'inventaire des rejets et nuisances liés à l'activité de la Société TINO METAUX n'a pas mis en évidence de source potentielle ayant des effets néfastes sur la santé.

Les sources les plus représentatives de l'activité sont :

- les rejets atmosphériques dus aux gaz d'échappement des véhicules : ces rejets, rappelle le demandeur, sont émis de manière diffuse et sont rapidement dispersés,
- le bruit engendré par le site n'atteindra pas de pollution sonore significative du fait de l'activité à l'intérieur d'un bâtiment.

Les premières habitations se trouvent à environ 10 m du bâtiment de stockage des ferrailles.

Compte tenu de tous ces éléments, le demandeur stipule que l'activité de la Société TINO METAUX n'est pas de nature à avoir des effets négatifs sur la santé des populations avoisinantes.

Il est à noter que les enjeux en matière de santé sont faibles dans le cas d'activité de stockage et récupération de ferrailles car les sources de pollution ne sont pas significatives.

L'évaluation des risques sanitaires présentée dans le dossier est donc en cohérence avec l'importance des enjeux, enjeux qui apparaissent faibles, dans le cas présent, compte tenu des sources et des cibles citées.

## **II-9 – Remise en état du site**

En cas de cessation d'activités, le demandeur doit informer M. le Préfet, 3 mois avant la cessation et non un mois avant, tel que repris dans le dossier de demande d'autorisation. Aussi, les mesures prévues par le demandeur lors de la cessation, sont telles que reprises aux articles R512-74 et suivants du code de l'environnement. Toutefois, le demandeur ne prévoit pas les mesures à prendre pour la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

# **III) PRESENTATION ET ANALYSE DES DANGERS/RISQUES DU PROJET POUR L'ENVIRONNEMENT**

## **III- 1 – Recensement des situations à risques**

Dans son étude des dangers, sur la base du retour d'expérience des accidents des installations de récupération et de stockage de déchets métalliques collectés dans la base de données ARIA, l'exploitant précise que le risque principal est le risque incendie pour 77 % environ des accidents.

Dans le cas de la Société TINO METAUX, le risque principal d'incendie est lié à la présence de produits inflammables sur les déchets métalliques. Toutefois, ces produits sont présents en faible quantité.



Afin de prévenir ce risque, dont la probabilité est faible d'après le demandeur, celui-ci a mis en œuvre des mesures de prévention adaptées notamment :

- l'interdiction de fumer à l'intérieur du bâtiment d'exploitation ;
- le site est clos et sous protection en dehors des heures de travail ;
- l'obtention d'un permis feu pour tout travail par point chaud ;
- la proximité de moyens de secours (extincteurs, RIA) ;
- la formation du personnel à l'utilisation des extincteurs.

La caserne des pompiers la plus proche est située à 2 km de la société. La bouche d'incendie la plus proche est à 110 m du site.

Un système d'alarme a été installé avec report d'alarme au domicile du gérant en cas d'intrusion.

### **III-2 – Moyens d'extinction incendie**

Le bâtiment de stockage des déchets métalliques possède deux RIA (Robinet d'Incendie Armé), l'un dans la zone de tri des non-ferreux et l'autre à l'entrée du bâtiment. Des extincteurs sont également répartis sur le site.

Deux poteaux incendie publics sont implantés près du site, dont l'un à 110 m de l'entrée principale du site.

## **IV – CONSULTATION ET ENQUETE PUBLIQUE**

### **IV-1 – Enquête publique**

Une enquête publique s'est déroulée du 15 septembre 2008 au 15 octobre 2008 inclus sur 3 communes, les communes de MONTMORENCY, DEUIL LA BARRE et ENGHEN LES BAINS.

Des observations des riverains du site ont été portées sur le registre d'enquête de Montmorency. Elles concernent principalement les nuisances sonores occasionnées par les activités de la société TINO METAUX.

Aucune observation n'a été inscrite dans les registres de Deuil la Barre et Enghien les Bains.

### **IV-2 – Avis du commissaire enquêteur**

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable assorti de recommandations, sur la demande d'autorisation d'exploiter déposée par la Société TINO METAUX :

- mettre en œuvre des solutions qui permettront de réduire au maximum les nuisances sonores puis réaliser des mesures de bruit, mesures qui seraient publiées à la mairie de Montmorency ;
- être très vigilant sur les manutentions et le stockage des batteries de façon à éviter toute pollution du sol et de l'atmosphère ;
- assurer un entretien régulier du terrain entourant le local.

### **IV-3 – Avis des conseils municipaux**

Le conseil Municipal de MONTMORENCY émet un avis favorable dans sa séance du 29 septembre 2008 assorti de réserves :

- veiller à ce que les batteries soient stockées dans des bacs étanches afin d'éviter toute pollution des sols ;
- veiller à ne pas dépasser les niveaux d'émergence sonore prévus par le Code de la Santé publique et prendre toutes les précautions utiles pour que les conditions d'exploitation du site n'entraînent aucune gêne pour le voisinage ;
- assurer un entretien régulier de l'espace en friche et maintenir en bon état d'entretien les plantations de l'espace vert situé entre le bâtiment et la limite séparative afin de ne pas déprécier les pavillons voisins ;
- veiller au bon entretien et à l'aspect extérieur du bâtiment et de ses ouvertures.

Le conseil municipal D'ENGHIEN LES BAINS émet un avis favorable dans sa séance du 16 octobre 2008 assorti également de réserves :

- les batteries devront être conservées dans des bacs étanches ;
- il conviendra de veiller au bruit lié au déchargement des métaux dans les bennes prévues à cet effet. Le bruit occasionné ne devra pas dépasser le seuil d'émergence prévu par la réglementation ;
- il conviendra d'assurer le bon état d'entretien des réservoirs situés à l'extérieur des locaux ainsi que des constructions constitutives de l'exploitation ;
- en raison de la situation de l'installation en zone à risques faibles en matière de protection du gisement hydrominéral et dans le cadre de l'application du principe de précaution, il est exigé la recherche de pollution au droit du site. A cet effet, l'étude d'impact produite devra être renforcée par une double vérification, l'absence de pollution dans les sols et dans les eaux souterraines ;
- il est recommandé qu'un suivi annuel de la qualité de l'eau soit opéré, au droit du site par le biais d'un piézomètre. Ce dernier pourra être implanté sur le sondage carotté.

Le conseil municipal de DEUIL LA BARRE n'a pas souhaité délibérer sur la demande déposée par la société TINO METAUX.

#### **IV-4 – Avis de Monsieur Le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Sarcelles**

Monsieur Le Sous-Préfet de l'Arrondissement de Sarcelles a émis un avis favorable à la demande de la société TINO METAUX dans son courrier du 26 novembre 2008, sous réserve du respect des recommandations du commissaire enquêteur et des conseils municipaux de Montmorency et Enghien les Bains.

#### **IV-5 – Avis des services consultés**

La Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales du Val d'Oise, émet un avis favorable concernant la demande de TINO METAUX sous réserve :

- qu'un dispositif de protection soit mis en place sur le réseau d'eau potable,
- qu'un déshuileur/débourbeur soit bien installé sur le réseau d'eaux pluviales.

Le Service Départemental d'Incendie et de Secours du Val d'Oise a fait les observations suivantes dans son courrier du 25 octobre 2008 :

- assurer l'entretien des abords du site ;
- identifier la vanne en sortie du séparateur et connaître le volume susceptible d'être retenu sur le site en cas de sinistre ;
- prévoir une zone de rassemblement en cas d'évacuation du site ;
- permettre aux services de secours d'accéder facilement aux fiches de données de sécurité des produits chimiques (huiles principalement) présents sur le site.

La Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture – Service de l'eau, de la forêt et de l'environnement du Val d'Oise a fait savoir, dans son courrier du 25 septembre 2008 que la demande de régularisation n'appelle pas d'observation particulière au titre de la police de l'eau.

La Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la formation professionnelle, dans son courrier daté du 6 octobre 2008 a émis un avis défavorable à la demande déposée par la société TINO METAUX. En effet, suite à une visite du site le 23 septembre 2008, il a été constaté plusieurs infractions à la réglementation du droit du travail :

- l'éclairage des locaux n'était pas conforme, la luminosité étant très insuffisante (2 plafonniers fonctionnaient sur les 8 présents) ;
- le chariot élévateur présent n'a pas été vérifié lors du dernier semestre et tel que le prévoit la réglementation du travail ;
- certains extincteurs n'étaient pas accessibles ;
- les installations électriques n'ont pas été vérifiées ;
- les sanitaires étaient sales et les vestiaires non pourvus de clés.

Le Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine du Val d'Oise n'a pas formulé d'observation particulière concernant la demande d'autorisation d'exploiter de TINO METAUX dans son avis en date du 11 septembre 2008.

#### **IV-6 – Réponses apportées par le demandeur**

Afin de réduire au maximum le bruit occasionné par ses activités, le pétitionnaire rappelle :

- avoir supprimé l'utilisation du pont roulant ;
- découper les métaux à la disqueuse uniquement entre 10h et 15h ;
- décharger les métaux en vrac manuellement et les conditionner dans des bacs adaptés ;
- avoir mis en place une procédure visant à fermer les portes du bâtiment de stockage durant les opérations de chargements/déchargements.

### **V – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

#### **V-1 Analyse des avis émis et des réponses apportées**

##### **Sur les nuisances sonores**

Concernant le bruit occasionné par les activités de stockage et de récupération des déchets métalliques sur le site, le demandeur s'est engagé à réaliser les opérations les plus bruyantes entre 10h et 15h et fermer les portes du bâtiment de stockage lors des chargements/déchargements. L'étude de bruit réalisée en 2007 dans le cadre de l'étude d'impacts du dossier de demande de régularisation montre que les niveaux sonores et les émergences sont conformes à l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Toutefois, le projet de prescriptions prévoit à l'article 6.2.3 la réalisation d'une nouvelle étude de bruit, dans les 12 mois qui suivent la notification de l'arrêté préfectoral.

##### **Sur l'eau**

Les activités de stockage de déchets métalliques se font exclusivement sous bâtiment. Les eaux de ruissellement sont donc, uniquement les eaux de voiries. Il est prévu d'installer un déshuileur/débourbeur muni d'une vanne de fermeture en sortie en cas de déversement accidentel ou d'incendie (pour recueillir les eaux d'extinction). Le projet de prescriptions prévoit, dans les 6 mois suivant la notification de l'arrêté, l'installation du déshuileur/débourbeur (article 4.3.3) ainsi que de la vanne de coupure (4.2.4) en sortie de cet ouvrage.

Aussi, il est prévu l'installation d'un disconnecteur (article 4.1.2) afin de protéger le réseau d'eau et telle que prévu par le code de la santé publique.

Concernant les batteries, le projet prescrit à son article 5.1.6 qu'elles soient stockées à l'intérieur du bâtiment dans des bacs étanches prévus à cet effet.

##### **Sur l'intégration paysagère**

Les articles 2.3.1 et 2.3.2 du projet de prescriptions reprennent l'obligation de l'exploitant de maintenir en permanence les installations et les abords du site propres. De plus, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour intégrer l'installation (bâtiment de stockage, réservoirs) dans le paysage.

##### **Sur les installations**

L'article 7.3.3 du projet de prescriptions prévoit la réalisation au minimum annuelle de la vérification de l'ensemble de l'installation électrique par un organisme compétent.

Quant au chariot élévateur, il est prévu à l'article 7.4.3.1 un contrôle au moins annuel par un organisme compétent.

### Sur les risques

Le projet de prescriptions (article 7.6.1) prévoit la vérification périodique des moyens d'interventions, notamment des extincteurs.

Aussi, les fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés sur le site doivent être à la disposition permanente des services de secours (article 7.2 du projet de prescriptions).

### V-2 Avis de l'inspection - Caractère acceptable de la demande

Lors de l'instruction du dossier de demande d'autorisation, des observations ont été émises sur les registres d'enquête publique des communes de Montmorency et Enghien les Bains, par la DDEA, la DDTEFP, la DDASS et le SDIS.

Un avis défavorable a été émis par la DDTEFP. Les constats effectués lors de la visite du site le 23 septembre 2008 par ce service relèvent du code de travail. Toutefois, certaines remarques comme la mise aux normes électriques, la maintenance des extincteurs et des engins de manutention sont également couvertes par le code de l'environnement. Ainsi, ces dispositions ont été incluses dans le projet de prescriptions joint en annexe.

Concernant la demande de la commune d'Enghien les Bains en matière de caractérisation de la pollution des sols et des eaux et du suivi des eaux souterraines, l'inspection rappelle que la société TINO METAUX stocke uniquement des ferrailles « propres », que les batteries sont stockées dans des bacs prévus à cet effet et que, l'ensemble du site est entièrement imperméabilisé. Cette demande ne semble donc pas justifiée compte tenu de l'ensemble des éléments repris ci-dessus.

L'inspection rappelle toutefois, que dans le cas où la société TINO METAUX viendrait à cesser ses activités, celle-ci devra démontrer que le site est placé dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux personnes et à l'environnement.

Les observations des diverses parties ont été portées à la connaissance du demandeur afin d'être prises en considération. En application des dispositions de l'article R512-16 du code de l'environnement, le demandeur a apporté des précisions relatives au contenu de son dossier de demande d'autorisation permettant ainsi de répondre aux observations formulées au cours de la procédure d'instruction.

Les principales observations formulées lors de l'instruction du dossier portent sur :

- les nuisances sonores liées aux activités de récupération et stockage des déchets métalliques ;
- la prévention de la pollution des eaux ;
- l'intégration paysagère ;
- la gestion de l'installation ;
- les risques.

Ces différentes remarques issues de l'enquête publique et des avis des services ont été prises en compte et intégrées dans les prescriptions techniques proposées et annexées au présent rapport. L'exploitant devra mettre en œuvre les dispositions nécessaires au respect desdites prescriptions.

## **VI) CONCLUSION**

La Société TINO METAUX a sollicité, en application du Titre I, du livre V du Code de l'environnement et de l'article R.512-2 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter une installation de récupération et de stockage de déchets métalliques à MONTMORENCY.

Au vu des éléments précités et compte tenu des mesures proposées par l'exploitant dans sa demande, l'inspection des installations classées émet un avis favorable à l'autorisation sollicitée par la société TINO METAUX à MONTMORENCY, sous réserve du respect des prescriptions techniques proposées.

L'Inspection des Installations Classées propose à M. le Préfet du Val d'Oise de saisir le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques conformément aux dispositions de l'article R512-25 du code de l'Environnement afin qu'il puisse faire connaître son avis.

**L'Inspecteur des Installations Classées,**

## ***Annexe 1 : Plan des installations***

Commune de Montmorency

99, Avenue de la Division Leclerc

HANGAR occupé par la S.A.R.L. TINO METAUX

PLAN CADASTRAL SECTION AD

(et section AP sur Deuil-la-Barre)

périphérie des 100m autour du site.

- ANNEXE 1 -

LES COUTURES

LES ALOUETTES

Légende :  
A: Activités  
I: habitation  
C: commerce  
P: professionnel

Dressé par M. René Michel ZRIEL Géomètre-Expert D.P.L.G., inscrit à l'Ordre sous le n. 4647

31, avenue de la Division Leclerc 95170 DEUIL-LA-BARRE Tél : 01.30.10.00.96 / Fax : 01.30.10.00.97

Dossier n. 270128

